



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

N° Spécial

30 Juin 2022

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
N° Spécial DCPAT du 30 Juin 2022

SOMMAIRE

Arrêtés	Date	DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL	Page
DCPPAT N° 2022-77	28.06.2022	Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale du système d'endiguement dénommé «SEI-19» sur les communes de Courbevoie, Asnières-sur-Seine, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne.	3
Annexe		Annexe 1 : Carte du système d'endiguement et de la zone protégée	13
DCPPAT N° 2022-78	28.06.2022	Arrêté préfectoral relatif au droit de dérogation dévolu au préfet portant sur le report du délai d'inclusion des digues des Hauts-de-Seine dans un système d'endiguement autorisé.	14

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

Arrêté préfectoral DCPAT n°2022 – 77 en date du 28 juin 2022 portant autorisation environnementale du système d'endiguement dénommé «SEI-19» sur les communes de Courbevoie, Asnières-sur-Seine, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne.

Le Préfet des Hauts-de-Seine
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5219-1 dans sa version du 21 février 2022 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 214-1 et suivants, L. 566-12-1 et L. 566-12-2, R.181-1 et suivants, R. 214-113 et suivants, R. 562-12 à R. 562-17, R. 181-45 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles relatifs à la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Laurent Hottiaux, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 avril 2017 modifié précisant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-64 du 03 avril 2012 portant complément à l'autorisation délivrée au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement concernant les digues fluviales (murettes anti-crue) situées en rive droite et gauche de la Seine et dont le Conseil Général des Hauts-de-Seine est propriétaire et gestionnaire ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et le Plan de Gestion des Risques d'Inondation en vigueur ;

Vu la demande du 10 décembre 2019 de la Métropole du Grand Paris pour la prorogation du délai de dépôt des dossiers de demande de régularisation des digues en systèmes d'endiguements des Hauts-de-Seine ;

Vu le courrier du préfet des Hauts-de-Seine en date du 31 décembre 2019 accordant une dérogation de 18 mois supplémentaires pour la remise du dossier de régularisation des digues en système d'endiguement et bénéficier d'une procédure simplifiée conformément à l'article R562-14 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 10 décembre 2019 du président du conseil départemental des Hauts-de-Seine, indiquant que le conseil départemental ne souhaite plus poursuivre l'exercice des missions rattachées à la compétence GEMAPI à compte du 01 janvier 2020 ;

Vu la demande de régularisation des digues en système d'endiguement du 30 juin 2021 déposée par la Métropole du Grand Paris;

Vu l'accusé de réception au guichet unique de l'eau le 26 juillet 2021 ;

Vu l'ensemble des pièces de la demande susvisée et notamment l'étude de dangers, réalisée par le bureau d'étude agréé ISL en juin 2021 établie conformément au R.214-116 du code de l'environnement ;

Vu la demande de compléments au dossier de demande d'autorisation susvisée, adressées par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France le 13 octobre 2021

Vu le courrier du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris du 28 février 2022,

Vu le courrier du président de la Métropole du Grand Paris au préfet de Paris du 28 avril 2022,

Vu les compléments transmis en réponse par le président de la Métropole du Grand Paris le 30 mars 2022 et le 1^{er} juin 2022 ;

Vu la note et ses annexes de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France en date du 17 juin 2022 proposant d'autoriser par voie d'arrêté complémentaire les digues en systèmes d'endiguement en tant qu'ils protègent contre les inondations par débordement ou rupture et non par contournement ;

Vu le courrier du préfet des Hauts-de-Seine du 22 juin 2022 adressant au président de la Métropole du Grand Paris le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu le courriel en date du 27 juin 2022 par lequel le président de la Métropole du Grand Paris fait part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que les digues situées sur la commune de Villeneuve-la-Garenne (du 63 quai d'Asnières (RD7), au niveau de l'intersection avec la rue Royer, à 30m en aval du 55 quai Alfred Sisley), présentes depuis plus d'un siècle afin de protéger des inondations, bénéficiaient d'une reconnaissance par antériorité d'un classement en tant que digue de protection contre les inondations ;

Considérant que l'étude de dangers a été réalisée par un bureau d'études agréé pour la réalisation d'études sur les ouvrages hydrauliques, conformément à l'article R 214-116 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande d'autorisation de système d'endiguement est portée par la Métropole du Grand Paris en charge de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques Prévention des inondations, sur l'intégralité du territoire concerné ;

Considérant que les ouvrages constituant le système d'endiguement sont la propriété du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, dont la gestion a été transférée à la Métropole du Grand Paris, conformément à l'article L566-12-1, acté par convention ;

Considérant que le dossier déposé par la Métropole du Grand Paris étudie les risques de débordement et de rupture conformément à l'article R. 214-119-1 et à l'arrêté ministériel du 07 avril 2017 susvisé, mais que le risque de venue d'eau par contournement souterrain est insuffisamment étudié dans le dossier ;

Considérant que le document d'organisation mentionne l'obtention de différents marchés pour rendre opérationnelles les différentes obligations d'entretien, de surveillance et de gestion en toutes circonstances ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La Métropole du Grand Paris, 15-19 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, représentée par son Président, est bénéficiaire de la présente autorisation. Elle est appelée « bénéficiaire de l'autorisation » dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire doit respecter l'intégralité des prescriptions définies par la réglementation sur la sécurité des ouvrages hydrauliques pour les ouvrages de la classe à laquelle il appartient, ainsi que les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Objet de l'autorisation environnementale

La présente autorisation environnementale, délivrée pour la reconnaissance du système d'endiguement, tient lieu d'autorisation au titre de la loi sur l'eau en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les « activités, installations, ouvrages, travaux » concernés par l'autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.2.0	Remblais en lit majeur	Autorisation
3.2.6.0	Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions : - système d'endiguement au sens de l'article R. 562-13	Autorisation

Article 3 : Abrogation des autorisations précédentes

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-64 du 03/04/2012 relatives aux digues, listées ci-dessous, sur les communes Courbevoie, Asnières-sur-Seine, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne sont abrogées.

Communes	Début de l'ouvrage	Fin de l'ouvrage
Courbevoie	Quai du Maréchal Joffre (RD7) à 90m de l'aval de l'intersection avec la rue Jean-Baptiste Charcot	Quai Aulagnier (RD7), à 22m à l'amont de « Sevesc » au port Van Gogh
Asnières-sur-Seine	Quai Aulagnier (RD7), à 22m à	Quai Aulagnier (DR7),

	l'amont de « Sevesc » au port Van Gogh	extrémité aval du bâtiment « Point P »
Asnières-sur-Seine	Quai Aulagnier (DR7), à 47m à l'aval du pont de Gennevilliers	Quai Aulagnier (RD7), à 40m à l'amont de l'intersection avec la rue Olympe de Gouges
Villeneuve-la-Garenne	Quai Moulin de Cage (DR7), à 35m à l'amont de l'intersection avec l'entrée du parking du supermarché	63 du quai d'Asnières (RD7), au niveau de l'intersection avec la rue Royer

Article 4 : Périmètre de l'autorisation

Le présent système d'endiguement est autorisé en tant qu'il protège contre les risques de débordement et de rupture, tels que mentionnés à l'article R. 214-119-1 du code de l'environnement.

Le présent système d'endiguement n'est pas autorisé en ce qui concerne le risque de venue d'eau par contournement tel que mentionné à l'article R. 214-119-1 du code de l'environnement.

Article 5 : Porter-à-connaissance sur le contournement et caducité de l'autorisation

Dans les cinq ans suivant la notification du présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation dépose un porter-à-connaissance comportant les éléments nécessaires pour permettre une autorisation complémentaire du système d'endiguement, au sens de l'article R. 181-45, en tant que le système d'endiguement protège contre le risque de venue d'eau par contournement dans la zone protégée au niveau de protection autorisé.

Chaque année, à compter de 2023, en septembre, le bénéficiaire de l'autorisation transmet à la DRIEAT – service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, un bilan de l'avancée de l'étude nécessaire au porter-à-connaissance et le calendrier prévisionnel pour l'année N+1.

Le porter-à-connaissance doit comporter les éléments nécessaires pour répondre aux exigences de l'article R. 214-119-1 du code de l'environnement, notamment au regard du risque de contournements souterrains.

Si le porter-à-connaissance n'est pas déclaré recevable, dans les cinq ans suivant la notification du présent arrêté, par le service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, pour permettre l'autorisation du système d'endiguement au titre de la protection contre le risque inondation par contournement, le présent arrêté devient caduc.

TITRE II : CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME D'ENDIGUEMENT

Article 6 : Composition du système d'endiguement

Sur la base des données de l'étude de dangers jointe à la demande d'autorisation, le système d'endiguement dénommé « SEI-19 », défini par le bénéficiaire de l'autorisation, débute à 30 m en amont du pont de Courbevoie, quai du président Doumer (Courbevoie) et se termine quai Alfred Sisley, au droit du parc de la Fosse aux Astres (Villeneuve-la-Garenne), en rive gauche de la Seine (cf Annexe 1). Il est constitué de murettes anti-crue, de protections amovibles obturant les ouvertures dans les murettes et d'ouvrages contributifs tels que les piles de pont ou murs de quai.

Il se situe en rive gauche de la Seine, sur les communes de Courbevoie, Asnières-sur-Seine, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne.

Le linéaire total représenté par les digues constituant le système d'endiguement est de 8 200 m.

Article 7 : Niveau de protection du système d'endiguement

Le lieu de référence où est mesuré le niveau d'eau est l'échelle de crue située au pont d'Austerlitz sur la Seine.

Le niveau de protection du système d'endiguement contre les débordements et la rupture des ouvrages le constituant, garanti par le bénéficiaire de l'autorisation dans la demande susvisée, au sens de l'article R.214-119-1 du code de l'environnement, correspond à l'évènement de référence dont le débit est de 1 753 m³/s à l'échelle de référence et correspond à un niveau d'eau maximum mesuré à l'échelle de référence de 6,01 m (en lecture directe), soit 31,93 m NGF IGN 69.

La période de retour de cet évènement est estimée entre 10 et 20 ans, selon que l'on considère ou pas l'influence des Grands Lacs de Seine.

Ce niveau de protection ne prend pas en compte le risque de venue d'eau par contournement, en cohérence avec le périmètre de l'autorisation défini à l'article 4 du présent arrêté.

Article 8 : Délimitation de la zone protégée et Population protégée

La zone protégée soustraite au risque d'inondation par la présence du système d'endiguement jusqu'au niveau de protection défini à l'article 7 du présent arrêté et dans le cadre du périmètre de la présente autorisation fixé à l'article 4 du présent arrêté, correspond à une zone de 19 ha sur les communes de Courbevoie, Asnières-sur-Seine, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne. (cf carte en annexe 1)

La population présente dans la zone protégée est estimée, dans la demande susvisée, à 6 000 personnes.

Article 9 : Classe du système d'endiguement

Le système d'endiguement protégeant plus de 3 000 personnes, est de classe B au sens de l'article R214-113 du code de l'environnement.

TITRE III : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ DU SYSTÈME D'ENDIGUEMENT

Article 10 : Surveillance et entretien du système d'endiguement

Le bénéficiaire de l'autorisation surveille et entretient, en toutes circonstances, le système d'endiguement tel que défini à l'article 6.

Article 11 : Dossier technique

Le bénéficiaire de l'autorisation établit ou fait établir, dans les 6 mois qui suivent la notification du présent arrêté, et tient à jour autant que de besoin, un dossier technique, prévu à l'article R. 214-122 du code de l'environnement, regroupant tous les documents relatifs au système d'endiguement, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son

environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service.

Le dossier technique est conservé de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et tenu à la disposition du service de l'État en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Article 12 : Document d'organisation

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet, sous un an, le document finalisé et opérationnel, prévu à l'article R. 214-122 du code de l'environnement, décrivant l'organisation mise en place pour assurer la gestion du système d'endiguement, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues. Ce document est régulièrement tenu à jour.

Le document d'organisation est conservé de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et tenu à la disposition du service de l'État en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Toute modification notable du document d'organisation est portée à la connaissance du service de l'État en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques dans le mois suivant sa mise à jour.

Article 13 : Registre d'ouvrage

Le bénéficiaire de l'autorisation met en place, dans les trois mois qui suivent la notification du présent arrêté, et tient à jour, un registre, prévu à l'article R. 214-122 du code de l'environnement, sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien du système d'endiguement, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à son environnement.

Le registre d'ouvrage est conservé de façon à ce qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et tenu à la disposition du service de l'État en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Le registre tient lieu de document permettant la traçabilité de toutes les interventions réalisées sur l'ouvrage.

Article 14 : Rapport de surveillance

Le bénéficiaire de l'autorisation établit ou fait établir le rapport de surveillance périodique, prévu à l'article R. 214-122 du code de l'environnement, comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies. Ce rapport concerne l'ensemble des ouvrages qui composent le système d'endiguement, notamment les dispositifs amovibles.

Ce rapport comprend également l'analyse des situations d'urgence réelles et des retours d'expériences des exercices annuels de montages des protections amovibles.

Il intègre ou est accompagné d'un écrit du bénéficiaire de l'autorisation précisant, le cas échéant, les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre pour remédier aux éventuels défauts ou désordres qui seraient mis en exergue dans ce document.

Le premier rapport de surveillance est réalisé au plus tard 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

A compter du premier rapport de surveillance, il est établi par la suite avec la périodicité d'un rapport tous les 5 ans.

Il est transmis au Préfet et en copie au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DRIEAT dans le mois suivant sa réalisation.

Article 15 : Visites techniques approfondies

Conformément à l'article R. 214-123 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation procède à des visites techniques approfondies de l'ensemble des ouvrages constitutifs du système d'endiguement, au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance.

Les rapports des visites techniques approfondies sont annexés au rapport de surveillance périodique.

Article 16 : Étude de dangers

Le bénéficiaire de l'autorisation fait réaliser, par un bureau d'études agréé, au sens des articles R.214-129 à R. 214-132 du code de l'environnement, l'actualisation de l'étude de dangers du système d'endiguement, tous les 15 ans, à compter de la date de réception par le Préfet de département, de la première étude de dangers, soit le 30 juin 2021.

Cette actualisation devra tenir compte impérativement des conclusions du porter-à-connaissance sur les venues d'eau possible par contournement souterrain dans la zone protégée au niveau de protection autorisé, mentionné à l'article 5 du présent arrêté. Elle devra statuer sur la dépendance hydraulique ou non des différentes parties de la zone protégée définie dans le présent arrêté et en tirer les conclusions qui s'imposent en termes de population protégée et de classe des systèmes d'endiguement indépendants hydrauliquement, issus potentiellement du système initialement autorisé.

Après en avoir adopté les conclusions et en précisant le cas échéant les mesures que le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à mettre en œuvre, elle est transmise au Préfet et au service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DRIEAT dans le mois suivant sa réalisation.

Article 17 : Événements importants pour la sûreté hydraulique (EISH)

Le bénéficiaire de l'autorisation déclare au Préfet tout événement ou évolution concernant le système d'endiguement et susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens, selon les modalités définies à l'arrêté du 21 mai 2010 susvisé.

En outre, conformément à l'article R.214-125, une visite technique approfondie est effectuée à l'issue de tout événement ou évolution déclaré susceptible de provoquer un endommagement de l'ouvrage.

Article 18 : Exercices et situation post-crue

Le bénéficiaire de l'autorisation teste son organisation de gestion de crise liée à la protection contre les inondations apportée par le système d'endiguement.

A ce titre, au moins un exercice est réalisé tous les ans, avec notamment la mise en œuvre complète des protections amovibles sur la portion du système d'endiguement concernée par l'exercice. L'ensemble des protections amovibles du système d'endiguement est testé sur une période de cinq ans.

Une situation d'urgence réelle nécessitant la mise en œuvre de l'organisation de crise du bénéficiaire de l'autorisation vaut exercice sur tout le linéaire du système d'endiguement et doit être valorisée au même titre qu'un exercice.

Une telle situation d'urgence définit à chaque fois le début d'une nouvelle période pour les exercices périodiques précisés aux alinéas 1 et 2 du présent article.

Les exercices font systématiquement l'objet d'une évaluation et d'un retour d'expérience résumés et analysés dans le rapport de surveillance.

Si nécessaire, le document d'organisation est mis à jour au vu des enseignements tirés.

Un bilan des enseignements tirés est présenté lors de l'actualisation de l'étude de dangers.

Article 19 : Gestion de crise

Le bénéficiaire de l'autorisation, en cas de survenance d'une crue, met en œuvre les consignes de gestion de crue, prévues dans le document d'organisation prévu à l'article 12 du présent arrêté. Il assure la fermeture des ouvertures présentes dans le système d'endiguement par des dispositifs amovibles prévus à cet effet et met en place une surveillance adaptée à l'intensité de la crue.

De plus, il active ses moyens d'information et d'alerte à la Préfecture de département et aux collectivités, et transmet toute information utile à leurs services de gestion de crise.

Il transmet au Préfet, dans le mois qui suit le retour à la normale, un bilan de la gestion de l'évènement, incluant les éventuels phénomènes de contournement souterrain observés par les gestionnaires de réseaux concernés par la crue.

TITRE IV : DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES

Article 20 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et modification

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

Article 21 : Accès aux installations

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Le gestionnaire doit garantir en toutes circonstances l'accès à l'ensemble des ouvrages composant le système d'endiguement afin de pouvoir réaliser la surveillance, l'entretien et les éventuels travaux y compris en urgence.

Article 22 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 23 : Application de l'article R. 554-1 du code de l'environnement relatif aux procédures de déclaration anti-endommagement

Le bénéficiaire de l'autorisation communique au guichet unique INERIS « Construire sans détruire », pour chacune des communes sur le territoire desquelles se situe le système d'endiguement, la zone d'implantation de l'ouvrage et ses coordonnées lui permettant d'être informé préalablement à tous travaux à proximité de l'ouvrage, prévu par un tiers.

Les dispositions relatives à cette déclaration sont indiquées sur le site <http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr/>

Article 24 : Changement de gestionnaire

Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au Préfet par le nouveau gestionnaire préalablement au transfert. La demande est conforme aux dispositions des articles R 181-47 du code de l'environnement.

Article 25 : Cessation et remise en état des lieux

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le Préfet peut, une fois l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 26 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre du gestionnaire les mesures de police prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 27 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'autorisation de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

Article 28 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 29 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de cet arrêté est transmise aux mairies de Courbevoie, d'Asnières-sur-Seine, de Gennevilliers, et de Villeneuve-la-Garenne pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Courbevoie, d'Asnières-sur-Seine, de Gennevilliers, et de Villeneuve-la-Garenne pendant une durée d'un mois minimum. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture des Hauts-de-Seine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 30 : Voies et délais de recours

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire de l'autorisation dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II – La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service du projet mentionné à l'article 1er, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Il est possible de saisir le tribunal administratif territorialement compétent au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr/>.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Article 31 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, le préfet de police de Paris et le directeur par intérim de la direction régionale et interdépartementale de l'aménagement, de l'environnement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Hauts-de-Seine.

Le préfet,

Signé

Laurent HOTTIAUX

Arrêté préfectoral DCPAT n° 2022 – 78 en date du 28 juin 2022 relatif au droit de dérogation dévolu au préfet portant sur le report du délai d'inclusion des digues des Hauts-de-Seine dans un système d'endiguement autorisé.

Le Préfet des Hauts-de-Seine
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5219-1 dans sa version du 21 février 2022 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 214-1 et suivants, L. 562-8-1 et L. 566-12-1, R. 214-113 et suivants, et R. 562-12 et suivants ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles relatifs à la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) ;

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n°2012-509 du 18 avril 2012 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n°2020-412 du 08 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-64 du 03 avril 2012 classant les digues en rives droite et gauche de la Seine dans les Hauts-de-Seine ;

Vu la demande de prorogation du délai de dépôt des dossiers de demande de régularisation des digues en systèmes d'endiguements des Hauts-de-Seine déposée par la Métropole du Grand Paris le 10 décembre 2019 ;

Vu le courrier préfectoral en date du 31 décembre 2019 accordant une dérogation de 18 mois supplémentaires pour remettre le dossier de régularisation des digues en système d'endiguement et bénéficier d'une procédure simplifiée, conformément à l'article R. 562-14 du code de l'environnement ;

Vu la demande de régularisation des digues des Hauts-de-Seine en systèmes d'endiguement du 30 juin 2021 déposée par le président de la Métropole du Grand Paris, dans le cadre de la procédure d'autorisation simplifiée prévue par l'article R. 562-14 du code de l'environnement ;

Vu l'accusé de réception au guichet unique de l'eau le 26 juillet 2021 ;

Vu la demande de compléments au dossier de demande d'autorisation susvisée, adressée par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France le 13 octobre 2021 ;

Vu les documents complémentaires transmis en réponse le 30 mars 2022 par le président de la Métropole du Grand Paris pour les systèmes d'endiguement ;

Vu la demande de dérogation portant sur le report de la fin de validité des autorisations « digues » existantes, prévue le 1^{er} juillet 2022, exprimée par la Métropole du Grand Paris dans son courrier du 14 juin 2022 ;

Vu la sollicitation à la direction de la modernisation et de l'administration territoriale par courrier du préfet de la région d'Île-de-France en date du 20 juin 2022 ;

Considérant que l'autorisation existante des digues de classe B ou D des Hauts-de-Seine est réputée caduque au 1^{er} juillet 2022 pour les digues qui protégeaient plus de 3000 personnes, en application de l'article R. 562-14-VI du code de l'environnement ;

Considérant que certaines digues des Hauts-de-Seine de classe B ou D sont constitutives de futurs systèmes d'endiguement de classe C, dont les dossiers ont en partie été déposés le 30 juin 2021 par la Métropole du Grand Paris, ou pour le reste que la Métropole du Grand Paris a prévu de déposer avant le 30 juin 2023, et qu'elles protègent en tant que digues plus de 3000 personnes d'après les connaissances disponibles ;

Considérant que le président de la Métropole du Grand Paris, dispose, compte-tenu de l'article R. 562-14-II du code de l'environnement et du courrier du 31 décembre 2019 suscité, d'un délai pour déposer en procédure simplifiée les dossiers de système d'endiguement de classe C allant jusqu'au 30 juin 2023 ;

Considérant que la caducité au 1^{er} juillet 2022 des autorisations des digues qui protégeaient plus de 3000 personnes, en vertu de l'article R. 562-14-VI, rend toutefois impossible l'utilisation de la procédure simplifiée ;

Considérant que cette procédure simplifiée est adaptée à l'autorisation de ces systèmes d'endiguement de classe C ;

Considérant que les enjeux représentés par l'autorisation des systèmes d'endiguement des Hauts-de-Seine, au regard des personnes et des biens protégés dans ce département, nécessitent un encadrement rapide par arrêté préfectoral de ces ouvrages, et donc justifient que la procédure simplifiée prévue à l'article R. 562-14-II du code de l'environnement soit maintenue ;

Considérant que le maintien de cette procédure simplifiée prévue par l'article R. 562-14-II permet d'alléger les démarches administratives, par rapport à la procédure d'autorisation environnementale complète prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la dérogation proposée n'est pas incompatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

Considérant que la dérogation proposée ne porte pas atteinte aux intérêts de la défense ou à la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions auxquelles il est dérogé, permettant au contraire de préserver les intérêts des personnes et des biens ;

Considérant que ce report n'a pas de conséquence sur la sécurité des ouvrages hydrauliques ;

Considérant que les quatre critères de l'article 2 du décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet sont respectés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

Il est dérogé aux dispositions du VI de l'article R. 562-14 du code de l'environnement pour les digues de protection contre les inondations des Hauts-de-Seine dans les termes suivants :

Pour toutes les digues des Hauts-de-Seine établies antérieurement à la date de publication du décret n° 2015-526 du 12 mai 2015, qui protégeaient plus de 3 000 personnes, et qui sont incluses dans un dossier de demande d'autorisation via la procédure simplifiée pour des systèmes d'endiguement de classe C avant le 30 juin 2023 : ces ouvrages ne sont plus constitutifs d'une digue au sens de l'article L. 566-12-1 du code de l'environnement s'ils ne sont pas inclus dans un système d'endiguement autorisé à la date du 1^{er} juillet 2024.

Article 2 : Recours

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire de l'autorisation dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II – La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service du projet mentionné à l'article 1^{er}, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Il est possible de saisir le tribunal administratif territorialement compétent au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr/> .

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine et le directeur de la direction régionale et interdépartementale de l'aménagement, de l'environnement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Hauts-de-Seine.

Le préfet,

Signé

Laurent HOTTIAUX

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Laurent HOTTIAUX

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>